

**JOURNEE NATIONALE DE PROTESTATION
CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT
MESSAGE DE L'OPPOSITION
A SON EXCELLENCE MONSIEUR BLAISE COMPAORE,
PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

Excellence Monsieur le Président,

Les partis de l'Opposition politique au Burkina Faso ont décidé d'organiser ce jour 29 Juin 2013, une Journée Nationale de Protestation Citoyenne contre la politique de votre gouvernement.

Cette journée de protestation est l'occasion pour les Burkinabè, de vous signifier leur mécontentement au regard des différents maux qui minent notre société et handicapent le fonctionnement des pouvoirs publics. Parmi ces maux, nous notons :

- la persistance de la pauvreté chez nos populations qui sont quotidiennement confrontées à l'augmentation constante des prix des produits de grande consommation, alors que les salaires stagnent ;
- le déficit chronique en infrastructures et en personnel d'éducation;
- la misère des étudiants en proie à l'absence de locaux pour étudier, à la rareté des bourses et à la démotivation des enseignants du supérieur ;
- le chômage persistant et croissant dans tous les secteurs de la vie économique et qui touche un grand nombre de diplômés ;
- le dénuement alarmant des centres de santé qui, à l'image de l'hôpital Yalgado Ouédraogo, n'ont ni le personnel, ni les équipements adéquats pour soulager les malades ;
- la progression dangereuse de l'insécurité illustrée par les braquages incessants sur les routes et la criminalité dans les centres urbains;
- la généralisation de la corruption dans toutes les sphères administratives et économiques, entretenue par le comportement peu intègre de nombreux hauts responsables que vous avez nommés, et encouragée par l'impunité que votre gouvernement a érigée en système ;
- l'accaparement de l'économie par une poignée d'opérateurs proches de votre pouvoir et de votre entourage familial, devenus des grosses fortunes par la seule magie des marchés publics et des passe-droits dont ils bénéficient et grâce auxquels ils prospèrent en asphyxiant notamment les petits commerçants...

Excellence Monsieur le Président,

Les Burkinabè sont conscients que leur pays est pauvre et que l'Etat dispose de ressources très limitées. Mais ils veulent que ces maigres ressources soient mieux gérées, que la lutte contre la pauvreté devienne la vraie priorité du gouvernement, et que les fruits du développement de notre pays soient mieux partagés.

Ils observent avec minutie le rythme de vie des hauts responsables de votre administration dont ils connaissent le montant des rémunérations officielles. Abusant de votre protection, ceux-ci sont devenus de véritables affairistes et des prédateurs qui puisent allègrement dans les caisses de l'Etat, créent des sociétés pour se partager les marchés publics et pillent les ressources minières nationales en complicité avec les groupes miniers étrangers.

Du fait de l'inaction de votre gouvernement, notre pays est devenu un vaste entrepôt de biens mal acquis où cette minorité arrogante construit des bunkers à tour de bras, vit dans un luxe tapageur et se comporte et agit comme si elle était au-dessus de la loi.

C'est là et nulle part ailleurs qu'il faut rechercher l'explication des actes d'incivisme observés dans notre pays. Ils traduisent le ras-le-bol des laissés-pour-compte face à un Etat qu'ils considèrent comme étant exclusivement au service des puissants.

Excellence Monsieur le Président,

L'incompréhension des populations a récemment franchi un nouveau cap lorsque, le 21 Mai 2013, votre majorité a voté une loi qui consacre la mise en place d'un Sénat. Cette nouvelle institution est inutile parce qu'elle n'apportera aucune valeur ajoutée à notre appareil législatif ; elle est surtout budgétivore, puisqu'elle coûtera 36 Milliards de francs CFA pour sa première mandature. De plus, ce Sénat, qui exclut les jeunes (près de 60% de notre population) et les femmes (plus de la moitié de cette population), n'assurera ni l'élargissement de la base de notre démocratie, ni la représentation des collectivités territoriales.

De notre point de vue, ce qui fait la qualité d'un système démocratique, ce n'est pas la multiplication des institutions à l'infini, mais plutôt la saine observance des règles du jeu démocratique.

Lorsque la fraude électorale devient une mode, lorsque la majorité au sein de l'Assemblée Nationale se réfugie systématiquement dans le vote mécanique, lorsque l'Opposition et les nombreux burkinabè qui se reconnaissent en elles sont traités avec mépris et lorsque, contrairement à de nombreux pays de notre sous-région, le Burkina Faso ne sait pas encore ce qu'est une alternance démocratique, il est difficile de faire accepter à notre peuple qu'il suffit de créer un Sénat pour que notre démocratie fasse un bond qualitatif.

Dans la vie d'une nation, il y a beaucoup de choses qui n'ont pas de prix. La démocratie en fait sans doute partie, et nous devons tout mettre en œuvre pour la protéger et la faire grandir. Mais la santé, l'éducation, le logement, la sécurité, l'emploi des jeunes, etc. font aussi partie des choses qui n'ont pas de prix. Puisque le Burkina Faso dispose déjà de toutes les institutions formelles de la démocratie, il serait plus judicieux de les faire mieux fonctionner et de consacrer nos maigres ressources pour résoudre les problèmes des populations.

Excellence Monsieur le Président,

Il est de notre devoir d'attirer votre attention, sur le fait que le climat social est en train de se dégrader fortement et dangereusement par la faute de vos partisans qui, à travers des déclarations savamment amplifiées par le canal des médias d'Etat, vous prêtent l'intention de vouloir procéder à une modification de l'article 37 de notre Constitution, pour supprimer la clause limitative du mandat présidentiel.

Face à ce qui s'apparente à une manœuvre orchestrée, l'Opposition politique vous réaffirme son attachement républicain à la limitation du mandat présidentiel. Avec elle, notre peuple s'opposera fermement à toute tentative de tripatouillage de notre Constitution, qui aurait pour finalité de mettre fin à cette limitation.

Excellence Monsieur le Président,

C'est en Patriotes soucieux et inquiets de l'avenir de notre pays que nous vous interpellons. C'est dans le même état d'esprit qu'usant des libertés que nous accorde la loi, nous manifestons notre opposition à la politique de votre gouvernement ce Samedi 29 Juin 2013.

En organisant cette journée nationale de protestation, l'Opposition politique, comme cela a toujours été le cas, a le souci de préserver la paix sociale et de respecter l'intégrité des personnes et des biens.

Nous savons que la paix sociale est une condition nécessaire au progrès de notre pays. Mais si sauvegarder la paix sociale signifie que nous devons nous taire et rester tranquilles pour que règnent la pauvreté, l'injustice sociale, les inégalités, la corruption, l'impunité, et l'insécurité, cette paix sociale là, nous n'en voulons pas !

La paix sociale que nous recherchons, c'est celle dans laquelle la priorité est accordée à la résolution des problèmes des pauvres, celle où le développement du Burkina Faso profite à tous les Burkinabè. C'est la seule qui peut garantir durablement la stabilité et le progrès de notre pays.

Les Burkinabè sont habités par l'espoir que l'appel qu'ils vous lancent ici à travers l'Opposition sera enfin entendu, que vous abandonnez ce projet de Sénat, et que vous prendrez mieux à cœur les problèmes qui les assaillent.

Veillez agréer, *Excellence Monsieur le Président*, l'expression de notre très haute considération.

Ouagadougou, le 29 juin 2013

*Pour l'Opposition Politique
Le Chef de file de l'opposition politique*

Zéphirin DIABRE
Président de l'UPC